

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Environnement, Nature et Energie

[C – 2016/35407]

**9 MARS 2016. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 mars 2013 portant octroi de dérogations générales et de dispenses générales à certaines exigences PEB, pour ce qui est de l'octroi d'une dispense générale des exigences PEB pour les installations de chauffage en cas de rénovations et changements de fonction tout en maintenant la chaudière existante**

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,

Vu le décret du 8 mai 2009 relatif à l'énergie, les articles 11.1.1, § 1<sup>er</sup>, et 11.1.4 ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2010 relatif à l'énergie, articles 9.1.27, § 1<sup>er</sup>, et 9.1.30, §§ 2 et 3, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2013 portant octroi de dérogations générales et de dispenses générales à certaines exigences PEB, modifié par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la « Vlaams Energieagentschap », rendu le 11 décembre 2015 ;

Vu la demande d'avis dans les trente jours, introduite auprès du Conseil d'État le 18 décembre 2016 par application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il n'est pas toujours possible de satisfaire à l'exigence d'installation pour le chauffage des locaux sans remplacer la chaudière existante ;

Considérant que le coût supplémentaire pour le remplacement de la chaudière en cas de petits travaux à l'installation de chauffage n'est pas toujours proportionné au coût et à l'ampleur de la rénovation ;

Considérant que la plus-value du remplacement d'une chaudière existante est moins grande à mesure que les chaudières sont plus récentes ;

Considérant que pour les chaudières plus récentes, le temps de retour du remplacement de la chaudière est trop grand pour être rentable du point de vue économique ;

Considérant qu'il ressort de ce qui précède, que certaines situations ne permettent pas du point de vue économique qu'il soit satisfait à l'exigence,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le chapitre II de l'arrêté ministériel du 29 mars 2013 portant octroi de dérogations générales et de dispenses générales à certaines exigences PEB, modifié par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014, est complété par un article 2/2, rédigé comme suit :

« Art. 2/2. Par dérogation aux exigences PEB, reprises dans l'arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010, il est prévu une dispense générale du rendement minimal d'installation pour le chauffage des locaux visé au point 5 de l'annexe XII, lorsqu'il est satisfait à chacune des conditions reprises ci-dessous.:

- 1° il s'agit d'une rénovation ou d'un changement de fonction tout en maintenant la chaudière existante ;
- 2° au moment de la demande d'autorisation urbanistique, la chaudière n'a pas plus de 10 ans ;
- 3° la surface au sol chauffée par les éléments d'émission nouveaux/renouvelés, est inférieure à 25 % de la surface au sol totale. ».

Bruxelles, le 9 mars 2016.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,  
A. TURTELBOOM

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201804]

**24 MARS 2016. — Arrêté ministériel remplaçant la déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes**

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, l'article 6, remplacé par le décret du 19 septembre 2013;

Vu le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamités naturelles, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, les articles 144 à 151 dont les articles 149 et 150 ont été modifiés pour la dernière fois par décret du 17 décembre 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et spécialement son article 4, § 4, tel que modifié pour la dernière fois par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2016;

Considérant qu'il y a lieu d'exécuter le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, en ses articles 144 à 151;

Considérant que l'article 147 du décret du 12 décembre 2014 précité prévoit que tout redevable de la taxe sur les mâts, pylônes et antennes est tenu de déposer chaque année auprès de l'organe de taxation établi par le Gouvernement wallon, une déclaration établissant le nombre de sites installés, exploités, seul ou de manière partagée, par commune;

Considérant que l'article 148 du décret du 12 décembre 2014 précité se réfère au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et à ses arrêtés d'exécution pour la déclaration, la procédure de taxation, les délais d'imposition et d'exigibilité, le recouvrement et les voies de recours;

Considérant que l'article 4, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, autorise le Ministre du Budget à modifier le modèle de déclaration annexé audit arrêté;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales afin de la rendre conforme au fondement légal sur la base duquel elle doit être déposée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est remplacée par la déclaration figurant à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mars 2016.

C. LACROIX

ANNEXE

Déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes

La déclaration dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée doit parvenir au service indiqué ci-dessus dans les quinze jours de la date d'envoi de la présente.

Base décrétable :

- Décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamités naturelles, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, notamment les articles 144 à 151;

- Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Cadre réservé à l'administration

Période imposable : ..... Exercice d'imposition : .....

Date d'envoi de la déclaration : .....

Date de réception : .....

I. Nombre total de sites exploités par l'opérateur au 1 <sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition sur le territoire de la Région wallonne.	
---	--

L'opérateur est tenu de fournir, en annexe, la liste des sites exploités en reprenant : la commune, son code postal, l'adresse et les coordonnées du site soit dans le système de référence ETRS89, soit dans la projection Lambert 2008.

II. Identification de l'opérateur des mâts, pylônes ou antennes :

N° d'entreprise ou T.V.A. : .....

Nom ou raison sociale : .....

Rue et numéro : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Tél : ..... Adresse mail : .....

Je soussigné(e) ..... certifie que la présente déclaration, en ce compris les documents transmis en annexe, est exacte et sincère.

Fait à ..... le (date) .....

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mars 2016 remplaçant la déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Namur, le 24 mars 2016.

C. LACROIX

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/201804]

**24. MÄRZ 2016 — Ministerialerlass zur Ersetzung der jährlichen Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen, die als Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigefügt wurde**

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, Artikel 6, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013;

Aufgrund des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen, Artikel 144 bis 151, von denen die Artikel 149 und 150 zuletzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 abgeändert wurden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, insbesondere Artikel 4 § 4, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2016;

In der Erwägung, dass es geboten ist, das Programmdekret vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen, was dessen Artikel 144 bis 151 angeht, auszuführen;

In der Erwägung, dass Artikel 147 des vorgenannten Dekrets vom 12. Dezember 2014 vorsieht, dass jeder Schuldner der Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen verpflichtet ist, jedes Jahr bei dem von der Wallonischen Regierung eingerichteten Besteuerungsorgan eine Erklärung abzugeben, in der die Anzahl installierter, allein oder geteilt betriebener Standorte je Gemeinde gemeldet wird;

In der Erwägung, dass Artikel 148 des vorgenannten Dekrets vom 12. Dezember 2014 sich auf das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben und auf dessen Ausführungserlasse bezieht, was die Erklärung, das Besteuerungsverfahren, die Veranlagungs- und Zahlungsfristen, die Beitreibung und die Einspruchsmöglichkeiten betrifft;

In der Erwägung, dass Artikel 4 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben dem Minister für Haushalt erlaubt, das als Anhang zum besagten Erlass beigefügte Erklärungsmuster abzuändern;

In der Erwägung, dass die jährliche Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen, die als Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben beigefügt wurde, anzupassen ist, damit sie den Rechtsnormen, auf denen ihre Abgabe beruhen muss, gerecht wird,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die jährliche Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen, die als Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigefügt wurde, wird durch die im Anhang zum vorliegenden Erlass enthaltene Erklärung ersetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. März 2016

C. LACROIX

## ANHANG

## Jährliche Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Datum der Einsendung vorliegenden Schreibens bei der oben genannten Dienststelle eingehen.

## Dekretgrundlage:

- Programmdekret vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrsicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen, insbesondere Artikel 144 bis 151;

- Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Besteuerungszeitraum: ..... Steuerjahr: .....

Versanddatum der Erklärung: .....

Eingangsdatum: .....

I. Gesamtanzahl der Standorte, die der Betreiber am 1. Januar des Steuerjahres auf dem Gebiet der Wallonischen Region betreibt.

Der Betreiber ist verpflichtet, die Liste der benutzten Standorte in einer Anlage beizufügen unter Angabe der Gemeinde, ihrer Postleitzahl, der Anschrift und der Koordinaten des Standorts entweder nach dem ETRS89-Referenzsystem oder nach dem Lambert 2008- Projektionssystem.

## II. Identifizierung des Betreibers der Masten, Gittermasten und Antennen:

Unternehmens- oder MwSt-Nr. ....

Name oder Gesellschaftsbezeichnung: .....

Straße und Nummer: .....

Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

Tel.: ..... E-Mail-Adresse .....

Der/die Unterzeichnete ..... bestätigt hiermit, dass die vorliegende Erklärung einschließlich der beigefügten Unterlagen ehrlich und richtig ist.

Geschehen zu ....., am (Datum) .....

Name, Eigenschaft und Unterschrift des/der Erklärenden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. März 2016 zur Ersetzung der jährlichen Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen, die als Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigefügt wurde, angehängt zu werden.

Namur, den 24. März 2016

C. LACROIX

\_\_\_\_\_

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201804]

**24 MAART 2016. — Ministerieel besluit tot vervanging van de jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes die gevoegd is bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen**

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, artikel 6, vervangen door het decreet van 19 september 2013;

Gelet op het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, inzonderheid op de artikelen 144 tot 151, waarbij de artikelen 149 en 150 voor het laatst zijn gewijzigd bij decreet van 17 december 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikel 4, § 4, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2016;

Overwegende dat het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, in zijn artikelen 144 tot 151 uitgevoerd dient te worden;

Overwegende dat artikel 147 van voornoemd decreet van 12 december 2014 bepaalt dat elke belastingplichtige inzake de belasting op masten, pylonen en antennes jaarlijks bij het door de Waalse Regering opgericht belastingsofgaan aangifte moet doen van het aantal locaties dat per gemeente, alleen of gezamenlijk, wordt ingericht of uitgebaat;

Overwegende dat artikel 148 van voornoemd decreet van 12 december 2014 verwijst naar het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen en de uitvoeringsbesluiten ervan voor de aangifte, de vestigingsprocedure, de belastingtermijnen, de eisbaarheidstermijnen, de inning en de beroepsmiddelen;

Overwegende dat de Minister van Begroting krachtens artikel 4, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 16 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen bevoegd is om het bij dit besluit gevoegde aangiftemodel te wijzigen;

Overwegende dat de jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen aangepast moet worden om ze in overeenstemming te brengen met de wettelijke grondslag op basis waarvan ze ingediend moet worden,

Besluit :

**Artikel 1.** De jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen wordt vervangen door de aangifte die als bijlage bij dit besluit gaat.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 24 maart 2016.

C. LACROIX

#### BIJLAGE

##### Jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes

Deze aangifte moet, behoorlijk ingevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, binnen vijftien dagen na de datum van verzending van dit schrijven aan bovenvermelde Dienst worden gezonden.

Decretale rechtsgrond :

- Programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, inzonderheid de artikelen 144 tot 151;

- Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de gewestelijke belastingen

#### Vak voorbehouden aan de administratie

Belastbare periode: ..... Aanslagjaar : .....

Datum van verzending van de aangifte : .....

Ontvangstdatum : .....

I. Totaal aantal locaties uitgebaat door de operator op 1 januari van het aanslagjaar op het grondgebied van het Waalse Gewest.	
---	--

De operator moet de lijst met de uitgebatede locaties als bijlage verstrekken met melding van : de gemeente, de postcode, het adres en verdere gegevens betreffende de locatie, hetzij in het referentiesysteem ETRS89, hetzij in de Lambert 2008-projectie.

#### II. Identificatie van de operator van de masten, pilonen of antennes :

Ondernemings- of btw-nummer : .....

Naam of firmanaam : .....

Straat en nummer : .....

Postcode ..... Gemeente .....

Tel. : ..... E-mailadres : .....

Ondergetekende bevestigt dat deze aangifte, met inbegrip van de als bijlage gevoegde stukken, juist en oprecht is.

Opgemaakt te ..... op .....

Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever/aangeefster.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 maart 2016 tot vervanging van de jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes die gevoegd is bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen.

Namen, 24 maart 2016.

C. LACROIX